



Le FLN finalise ses listes préliminaires

La Commission nationale chargée des élections législatives au FLN, composée de 26 membres, dont des ministres et des hauts cadres de l'Etat, a finalisé, hier, mercredi, l'opération de la confection des listes préliminaires, au niveau des wilayas et de l'émigration. Selon des sources proches du parti, la seconde phase consistera à classer les candidats retenus sur chaque liste et cette opération, déterminante, reste du ressort exclusif du secrétaire général du parti, Djamel Ould-Abbès. La commission qui a élu domicile à l'hôtel Moncada ne devra rendre publiques lesdites listes qu'à partir du 5 mars prochain, ajoutent nos sources.

DIGOUTAGE

Par Arris Touffan

Droite ou gauche ?

Ahmed Ouyahia remet ça, la «main de l'étranger». Il accuse la France, mais visiblement et curieusement pas le gouvernement, et le Maroc de vouloir susciter des troubles en Algérie. Il en dit pas assez ou trop. Pas assez s'il a des preuves que l'opinion publique a le droit de connaître. Trop s'il n'en a pas.

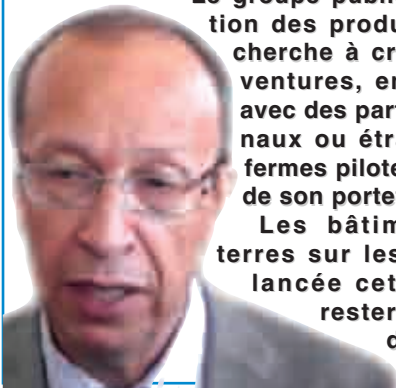
Concernant la commode main de l'étranger, on l'a tellement utilisée que le jour où ce sera vrai, l'incrédulité l'emportera.

Et on ne nous a jamais dit quand on parle de la main de l'étranger, s'il s'agit de la main droite ou de la main gauche. Question sans importance ? Si, un peu, quand même !

A. T.

digoutagesoir@yahoo.fr

Concessions de terres agricoles



Le groupe public de valorisation des produits agricoles cherche à créer des joint-ventures, en association avec des partenaires nationaux ou étrangers et les fermes pilotes qui relèvent de son portefeuille.

Les bâtiments et les terres sur lesquelles sera lancée cette opération resteront propriété de l'Etat.

Des maires sans téléphones

Le ministère de l'Intérieur interdit les dépenses des élus locaux liées à l'utilisation de téléphone portable. Si officiellement par le passé, il y a eu de l'abus chez certains présidents d'APC, cela ne peut justifier la sanction qui frappe l'ensemble des élus. Les représentants du peuple ont grandement besoin de cet outil de communication. Faut-il peut-être juste plafonner cette dépense.



Un jour, un sondage



Êtes-vous d'accord avec le ministre de la Santé qui nie toute pénurie de médicaments sur le marché national ?

☐ OUI ☐ NON ☐ Sans opinion

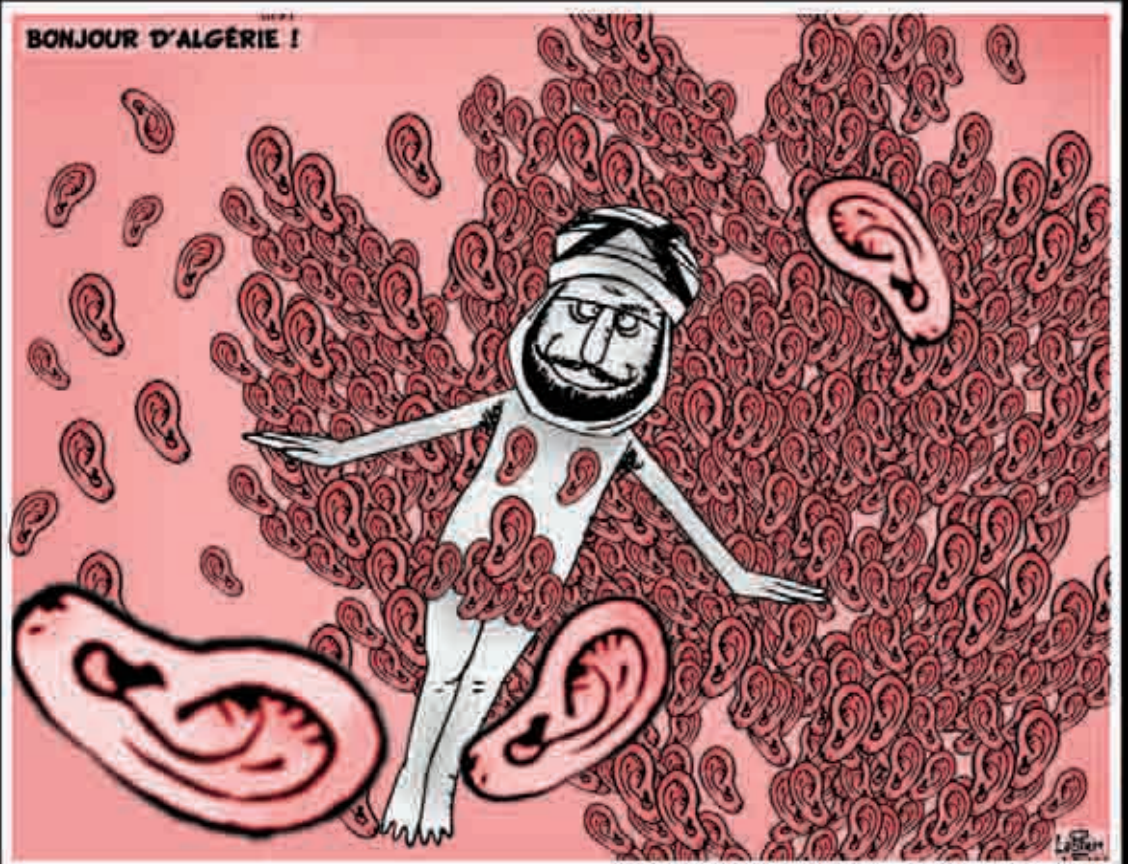
Pensez-vous que le taux de participation aux prochaines élections législatives va dépasser les 50% ?

Résultat sondage

OUI :	NON :	S. OPINION :
9,4%	87%	3,6%

vit'amine !

aminelabter@hotmail.com



SOIT DIT EN PASSANT

Malade, sans défense et bientôt SDF ?

Il est des jours comme ça où lorsque quelqu'un écrit qu'il vit l'enfer, vous évaluez vos capacités à apaiser son désarroi avant de râler, encore une fois, contre ces choses qui s'arrangent pour aller de travers alors que tout devrait aller pour le mieux. L'ancienne intendante d'un collège à Alger m'a adressé il y a quelques jours ce message : «J'occupe un logement de fonction depuis 1979. Retraitée depuis 2011, la Direction de l'éducation, autrement dit l'Inspection académique, m'a estée en justice en 2015, pour me faire quitter les lieux. Le verdict prononcé a été en ma faveur. En janvier dernier, mon ancien employeur remet ça et le tribunal administratif tranche en sa

faveur. Il ordonne mon expulsion. Je ne vous raconte pas ma souffrance. Nous sommes 5 retraités dans l'immeuble et je suis la seule à devoir quitter les lieux. Pourquoi le deux poids, deux mesures ? Pourquoi c'est la wilaya qui m'attaque en justice et en qualité de quoi ? Je paye le gaz, l'électricité, l'eau et le loyer. Ma santé va mal. J'ai été opérée d'un cancer du sein, j'ai fait un AVC dans mon bureau dont je garde les séquelles (paralysie), j'ai un glaucome et comme si cela n'était pas assez, on vient de me découvrir un méchant nodule au niveau de la thyroïde. J'ai peur de me faire hospitaliser à cause de cette situation. Dites-moi ce que je dois faire. J'ai fourni un dossier avec les

éléments à l'appui de tout ce que j'avance. Au service des logements de ma tutelle, le chef de service s'étonne que l'on me traîne en justice, et me dit que le sujet est clos et que je ne devrais pas m'inquiéter. Je n'arrive ni à fermer les yeux ni à me concentrer depuis des jours. Pardonnez-moi de vous raconter ma misère... Il me reste une chose à faire : avoir le courage d'en finir avec cette triste vie.»

Et voilà ! Des histoires comme celle-là me laissent sans voix. Avoir servi durant 42 ans un système pour se faire jeter par lui comme une malpropre est terriblement injuste. Tous ses collègues dans le même cas lui affirment que, selon le wali

Par Malika Boussouf
malikaboussouf@yahoo.fr



et Madame Benghabrit, la ministre de l'Education, il n'est plus question d'expulser qui que ce soit.

M. B.